
Policy Brief:

Etat des lieux de la perception de citoyens de la Région des Grands Lacs sur les dynamiques de conflits et les moyens de s'en sortir

Impunity Watch est une organisation internationale à but non lucratif basée aux Pays-Bas dont l'objectif est de promouvoir la responsabilité pour les atrocités commises dans les pays émergents d'un passé violent. IW mène une recherche périodique et suivie des causes profondes de l'impunité et des obstacles à sa réduction y compris les voix de communautés touchées afin de réaliser une politique basée sur une étude portant sur des processus ayant pour objectif d'inciter la vérité, la justice, les réparations et la non-répétition des violations. Nous opérons en étroite relation avec les organisations de sociétés civiles afin d'augmenter leur influence pour la création et la mise en œuvre de politiques connexes.

Table des matières

Introduction	2
Affirmation n°1 : « Il n'y a pas de paix dans la région des Grands Lacs Africains »	3
Affirmation n°2 : « La région des Grands Lacs souffre d'un déficit de développement... »	5
Affirmation n°3 : « Affirmation n°3 : Les principales causes de conflit dans la région des Grands Lacs sont l'action des politiciens, la manipulation ethnique, les conflits fonciers et la pauvreté... »	7
Affirmation n°4 : « Les principaux acteurs qui « doivent » œuvrer pour la paix dans la région des Grands Lacs sont la population, les leaders communautaires et les gouvernements nationaux... »	9
Affirmation n°5 : « Il est possible de prévenir les conflits dans la région des Grands Lacs à travers le dialogue, une justice efficace et le désarmement des groupes armés... »	11
Affirmation n°6 : « Les populations aimeraient croire en la volonté et la capacité de leurs gouvernements nationaux et les rendent responsables de leurs actions... »	13
Conclusion	15
Notes	15

IW a développé les principaux axes de sa recherche autour de facteurs clés identifiés. Ces derniers sont les suivants :

Accès difficiles et gestion injuste des terres

Faible capacité et volonté des autorités de garantir les droits et la sécurité

Engloutissement de l'économie rural

Exploitations/manipulations des identités (ethniques, nationales, politiques etc.)

Recrutement des jeunes dans les groupes armés.

Introduction

En collaboration avec des partenaires du Burundi, de la République Démocratique du Congo (RDC) et du Rwanda, Impunity Watch (IW) travaille sur un projet régional de transformation des conflits dans la région des Grands Lacs Africains.

Le projet « Beyond Borders » est un projet régional visant à la réduction des conflits au Burundi, Rwanda et en RDC. Ce vaste et ambitieux projet coordonné par l'organisation OXFAM NOVIB prévoit en son sein différentes phases pour contribuer notamment à la mise en place d'une feuille de route régionale pour la paix décidée par différents acteurs tant au niveau des communautés que celui des décideurs nationaux et régionaux. Pour ce faire ce projet repose en premier lieu sur une phase conséquente de recherche. Cette dernière se situe d'abord à un niveau national puis à un niveau régional.

Au niveau national, 7 organisations locales ont mené des recherches spécifiques sur des cas d'études en rapport aux zones d'intervention où elles ont l'habitude de travailler.¹ IW de son côté est en charge de la dimension régionale de cette recherche sur les dynamiques de conflits dans la région.

Les fondements de ces recherches sont basés sur l'organisation de trois ateliers d'analyse de conflit organisés dans les différents pays (Burundi, Rwanda, RDC) pour l'analyse au niveau national et un atelier pour l'analyse des dynamiques de conflits au niveau régional. Ces ateliers organisés par OXFAM par le biais de consultants se sont basés sur la méthodologie de Réflexion sur la Pratique de Paix (RPP). Cette méthode se repose sur l'identification des facteurs principaux qui agissent contre les situations de paix dans des zones de conflits et sur les interrelations entre ces facteurs. Parmi ces facteurs, certains sont considérés comme clés. C'est autour de ces facteurs moteurs clés que s'organise une analyse systémique qui se résume par la création d'une cartographie de la situation de conflit. La méthodologie RPP préconisant que ce n'est qu'en agissant sur ces facteurs moteurs clés et les acteurs clés qui agissent sur cette situation que le conflit pourra évoluer positivement. Ces facteurs sont clés car ils sont généralement difficilement accessibles et il faut donc développer des stratégies efficaces pour y parvenir.

Ceci étant dit, les facteurs moteurs clés identifiés lors de ces ateliers s'orientent autour de quatre grandes thématiques liées à l'économie (*engloutissement de l'économie rurale, accès difficiles et gestion injuste des terres*), à la gouvernance (*accès difficile et gestion injuste des terres, faible capacité et volonté des autorités de garantir les droits et la sécurité*), à l'identité (*exploitations/manipulations des identités (ethniques, nationales, politiques etc.)*) et à la sécurité (*recrutement des jeunes dans les groupes armés*).

De ces thématiques identifiées, un questionnaire quantitatif a été développé par IW et validé par les partenaires dans le but d'être disséminé dans les pays d'intervention. Ce questionnaire a été administré auprès de 3161 personnes au Burundi (1200), au Rwanda (1200), au Sud Kivu (600) au Nord Kivu (161).

Ces affirmations sont volontairement simplistes mais ont servi de base à la phase qualitative qui a suivie les infirmant ou les confirmant.

Ce policy brief n'est qu'une version raccourcie des principaux résultats de la recherche qui se trouvent dans la version finale du rapport de cette recherche (*Perceptions de citoyens sur la transformation des conflits dans la région des Grands Lacs (Burundi, Rwanda, République démocratique du Congo, disponible [ici](#))*). Ce document résume les principaux résultats de cette dernière sans rentrer dans les détails que le rapport peut proposer. Ce document doit pouvoir permettre aux décideurs et acteurs de la région d'avoir un aperçu rapide de ces résultats.

Tableau 1

Paix pays	Nb. cit.	Fréq. %	Rw %
Oui	414	22,5 %	88,8 %
Non	673	36,5 %	2,3 %
Plus ou moins	713	38,7 %	7,2 %
Ne sait pas	43	2,3 %	1,3 %
TOTA L CIT.	184	100 %	
	3		

Tableau 2

Paix Grands Lacs	Nb. cit.	Fréq. %
Oui	220	17,6 %
Non	792	63,3 %
Ne sait pas	239	19,1 %

Tableau 3

Paix	Fréq. %
Non réponse	1,4 %
Absence de violence	39,4 %
L'absence de groupes armés dans la région/localité	31 %
Le développement	18, %
Avoir du travail/sécurité financière	17,8 %
Un bon accès à l'éducation/santé	9,5 %
Accès à la Justice	9,3 %
Vivre sans peur	26,5 %
Une réconciliation effective	6,4 %
Une démocratie effective	4,6 %
Autre	2,0 %

Affirmation n°1 : « Il n'y a pas de paix dans la région des Grands Lacs Africains »

La première donnée (tableau n°1) qui permet de pouvoir formuler cette affirmation est le fait que seulement 22,5% des répondants à la question de savoir s'il y a la paix dans leur pays répondent positivement. Au contraire, 36,5% déclarent qu'il n'y a pas de paix et 38,7% refusent d'être catégoriques sur la question et préfèrent donner une réponse mitigée. Si l'on cumule ces dernières données on obtient 75,2% de personnes qui ne déclarent pas catégoriquement que la paix existe dans leur pays.

Nous avons choisi ici de séparer les données obtenues au Rwanda car elles se distinguent radicalement de celles obtenues au Burundi, au Nord Kivu et au Sud Kivu. En effet, alors que nous venons de dire que 75,2% des personnes interrogées dans les trois zones précitées n'ont pas de réponses positives à formuler, on voit que les proportions sont totalement inversées au Rwanda. Au contraire, 88,8% des personnes interrogées estiment qu'il y a la paix dans leur pays. Cette donnée semble refléter le fait que la sécurité est très largement assurée sur le territoire rwandais, ce qui n'est pas forcément le cas du Burundi et des deux Kivu. Il est important ici de souligner que nous sommes conscients des débats qui entourent la façon dont la sécurité est assurée au Rwanda. Notre objectif ici n'est pas d'y participer mais juste de constater une situation.

Le tableau n°2 propose des données qui se situent au niveau des perceptions des répondants sur la situation de paix dans la région des Grands Lacs. 17,6% des répondants estiment qu'il y a la paix dans la région des Grands Lacs. 63,3% estiment qu'il n'y a pas de paix alors que 19,1% ne savent pas répondre. Si cette question a souffert d'un fort taux de non réponse on voit cependant nettement que les répondants estiment qu'il n'y a pas de situation de paix dans la région des Grands Lacs Africains. Nous n'avons malheureusement pas de données spécifiques pour le Rwanda sur cette question

Ces données ont été approfondies lors de la phase de recherche qualitative. Dans l'ensemble cette affirmation semble se confirmer auprès des groupes interrogés. Elle se confirme surtout au niveau du Nord Kivu et du Sud Kivu. Au Nord Kivu, les personnes interrogées confirment ce constat en expliquant qu'il y a *"toujours des tués, toujours des pillages, toujours des groupes armés"*. Au Sud Kivu, les personnes interrogées vont dans le même sens. Certains bémols sont cependant apportés par le Burundi et le Rwanda. Tout d'abord, au Burundi les personnes confirment l'observation mais y apportent un bémol en expliquant que la situation n'est pas aussi mauvaise que ce qu'elle a pu être par le passé. Au Burundi même, elles expliquent qu'il y a la paix mais qu'elle n'est pas totale. Surtout elles expliquent qu'au niveau régional, la situation qui se dégrade dans un pays a automatiquement des répercussions chez ses voisins. En ce sens la situation toujours instable en RDC ne permet pas d'affirmer que la paix est totale dans la région ni dans le pays.

Au Rwanda, les données qualitatives confirment l'observation quantitative. En effet, les participants estiment qu'il y a la paix sur le territoire national. Cette paix s'explique selon eux car il y a *une bonne coopération entre l'Etat et les ONG*. Cependant, ils reconnaissent qu'au niveau régional, cette paix est fragile surtout du fait de l'instabilité dans les pays voisins (Burundi et RDC).

Mais qu'est-ce que la paix pour les citoyens interrogés ? Les données visibles dans le tableau n°3 nous laissent comprendre que pour 39,4% l'absence de violence est la définition principale de la paix. Cette donnée permet de situer la priorité des personnes en termes de paix mais surtout de sécurité. De plus, cette donnée importante doit être complétée par les autres réponses les plus fréquemment reprises (au-dessus de 20%) à savoir les 26,5% de personnes qui affirment que la paix c'est de vivre sans peur ou les 31% qui définissent la paix comme l'absence de groupes armés dans la région/localité. On voit finalement que les données politiques arrivent largement derrière et que les données liées aux questions économiques et de développement sont élevées mais inférieures à 20%.

Bien entendu ces données sont complétées par des facteurs "économiques" tels que le développement et la sécurité financière. Ces constats tendent ici à confirmer certaines observations faites lors de la phase d'analyse de conflit en mettant en avant deux facteurs identifiés, à savoir la sécurité et l'économie.

La phase qualitative est venue en support de ces constats statistiques et a permis aussi d'affiner les résultats et d'ajouter des variables à ce tableau.

Si la dimension sécuritaire a bien sûr été mise en avant, les notions de "liberté" sont revenues dans toutes les zones d'intervention. La liberté d'expression a été souvent évoquée comme un gage de paix. Au Rwanda, lors d'entretiens parallèles à la phase de recherche, un acteur de la société civile travaillant dans le domaine de la construction de la paix expliquait par exemple qu'on ne *"peut résumer la paix à une simple dimension sécuritaire. La paix est quelque chose de complexe. Mais pensez-vous qu'un pays où les gens ne se parlent pas à cause de la peur ou n'osent dire en public ce qu'ils pensent est un pays qui vit en paix ?"*².

De plus, si les notions d'accès à la Justice n'ont été citées qu'à la marge lors de la phase quantitative (à l'exception du Nord Kivu), elles sont revenues très souvent lors de la phase qualitative. Au Burundi, une personne a par exemple expliqué que la paix *c'est punir une faute lorsqu'elle est commise pour éviter les vengeances*. Au Nord Kivu, une autre personne a expliqué que la paix c'est aussi *le droit de revendiquer ses droits devant un juge impartial*. Ainsi, cette notion semble être plus présente à l'esprit des participants interrogés que la réalité statistique semble le laisser voir.

Ces informations laissent penser que le contexte post conflit récent pour le Burundi et de conflits toujours en cours pour les deux Kivu, justifient en grande partie ces résultats. Les données démontrent une tendance à définir la paix en termes négatifs (« de la paix négative »), plutôt qu'en termes plus ambitieux ou positifs. Seul un petit pourcentage de participants a mentionné l'accès à la justice, la démocratie et l'éducation comme indicateurs d'une situation de paix. Malgré tout, il convient de rappeler que les questions économiques et de développement rencontrent un plus grand succès. Si la paix doit s'installer durablement dans la région, on peut imaginer que ces pourcentages pourraient augmenter au fil du temps. Pourtant, à court terme, en dépit des nombreuses initiatives de paix et de transformation des conflits dans la région, l'absence de violence reste l'objectif immédiat.

Affirmation n°2 : « La région des Grands Lacs souffre d'un déficit de développement... »

Tableau 4

		N.R.	Mauvais	Passable	Moyen	Bon	Excellent	TOTAL
BURUNDI+N.K.+S.K	Éducation	0,4%	11,5%	18,0%	26,7%	39,4%	4,1%	100%
	Alimentaire	0,1%	46,0%	31,9%	18,1%	3,5%	0,3%	100%
	Santé	0,6%	29,4%	28,3%	25,9%	15,5%	0,3%	100%
	Logement	0,9%	56,7%	30,6%	8,1%	3,4%	0,2%	100%
	Eau	0,1%	18,2%	22,1%	22,8%	33,6%	3,2%	100%
	Infrastruct/ure	0,0%	53,4%	15,4%	21,0%	8,4%	1,8%	100%
	Ensemble	0,3%	35,9%	24,4%	20,4%	17,3%	1,7%	100%
		N.R.	Mauvais	Passable	Moyen	Bon	Excellent	TOTAL
RWANDA	Éducation	1,0%	5,2%	6,3%	13,7%	46,8%	27,0%	100%
	Alimentaire	0,7%	16,2%	43,2%	34,8%	4,5%	0,7%	100%
	Santé	1,7%	3,7%	4,7%	16,5%	49,3%	24,2%	100%
	Logement	2,7%	31,8%	47,2%	14,3%	3,3%	0,7%	100%
	Eau	1,0%	16,7%	23,0%	20,2%	26,0%	13,2%	100%
	Infrastructure	1,2%	4,2%	18,8%	30,7%	33,7%	11,5%	100%
	Ensemble	1,4%	16,3%	27,0%	20,4%	23,8%	11,1%	100%
Moyenne régionale	1,3%	34,2%	25,9%	22%	13,2%	3,4%	100%	
					%			
Combinaison 2	1,3%	60,1%		22%		16,6%		100%
Combinaison 1	1,3%		82,1%			16,6%		100%

Cette deuxième affirmation peut paraître de prime abord extrêmement simpliste. Cependant elle se base sur une certaine réalité statistique. Nous avons encore une fois choisi ici de séparer les données obtenues au Rwanda car elles se distinguent radicalement de celles obtenues au Burundi, au Nord et au Sud Kivu. En effet, l'étude quantitative permet de pouvoir dégager des tendances (tableau n°4) à travers une série d'évaluations en termes d'accès à l'éducation, à la sécurité alimentaire, aux services de santé, au logement, à l'eau, ou au niveau de développement des infrastructures (route, marchés...), des répondants dans leurs zones d'habitation. A la lecture des chiffres on peut voir très nettement qu'en termes de sécurité alimentaire, de logement et d'infrastructures, la perception des répondants est particulièrement mauvaise avec des taux supérieurs à 40%. De manière globale, si l'on note une meilleure considération dans le domaine de l'éducation, de la santé et de l'accès à l'eau, la moyenne sur chacune de ces variables monte à 60,1% en termes de perceptions négatives (mauvais+passable) et même à 82,1% si l'on ajoute la perception moyenne.

Cependant, on doit noter ici que ces chiffres à l'échelle régionale ne sont pas facilement utilisables. Ainsi, on voit qu'encore une fois le Rwanda se distingue de ses voisins. Les chiffres y sont globalement moins mauvais et il est à noter qu'il est le seul pays où la colonne "excellente" dépasse les 10% dans l'ensemble, avec même des taux qui dépassent les 20% pour la santé et l'éducation.

Durant la phase qualitative, les personnes interrogées sont souvent revenues sur ces aspects. *Le pillage des richesses, le manque de travail qui font que quelquefois les gens prennent les armes, la pauvreté qui favorise l'enrôlement des jeunes, la répartition inéquitables des ressources et richesses nationales, l'absence d'emplois* sont pêle-mêle cités dans toutes les zones comme des facteurs qui sont des obstacles à la paix et qui favorisent le développement des conflits. Ces constats communs sont importants à retenir et sont déjà pris en considération par de nombreux acteurs dans la région. Cependant, ici ils sont corroborés par la recherche et sont des perceptions importantes et évidentes, même pour les citoyens de la région.

En revanche, le constat des difficultés en termes d'accès à la terre se trouve dans toutes les zones. Ce constat semble rendre raison à l'analyse qui a été faite en début de recherche et qui considère

Tableau 5

Préoccupations	Fréq.
Non réponse	1,8%
Développement	31,8%
Éducation	19,3%
Sécurité alimentaire	35,5%
Santé	21%
Travail	34,6%
Justice	12,7%
Paix	33,1%
Réparations	2,9%
Sécurité	15,3%
Vérité	1,2%
Autre	3,5%

l'accès difficile et la gestion injuste des terres comme un facteur moteur clé de la situation de conflit dans la Région des Grands Lacs.

De fait, ces données confirment que le bien-être social est un objectif important pour les citoyens de la région, mais surtout sa recherche doit être une considération centrale pour adresser les facteurs qui agissent sur les situations de conflits, que cela soit au niveau local, national ou régional.

Ces données trouvent une résonance évidente quant à la priorité ressentie et exprimée par les répondants (tableau n°5). En effet, une grande partie des personnes interrogées font de la question du développement, de la question de trouver du travail et enfin de la question de la sécurité alimentaire leurs priorités. Ces questions sont clairement liées aux facteurs "économiques" telles qu'ils ont été définis lors des ateliers d'analyse de conflit et expliqués en introduction de ce document. Parallèlement à ces données économiques, il faut remarquer que les répondants situent la paix à un très haut niveau de préoccupation. Ces données mises en relation avec les résultats du tableau n°3 tendent à confirmer la croyance répandue des interconnexions entre la paix et le développement. Ces tendances, si elles sont générales, sont cependant moins marquées pour le Rwanda. A ce stade, il semblerait donc que le Rwanda soit une sorte d'exception dans la région : s'il se situe globalement dans les tendances identifiées, il pondère souvent les données observées.

Encore une fois, ces données sont précieuses car elles permettent, par la lecture différenciée des zones, d'établir les priorités en termes d'intervention. Elles permettent aussi d'affirmer qu'appréhender globalement la situation de la région des Grands Lacs en tant que telle est difficile, tant les situations nationales et les contextes locaux peuvent parfois être différents. Ces données peuvent cependant permettre de définir des interventions au niveau régional sans que pour autant ces dernières soient les mêmes dans tous les pays. Au contraire, elles doivent être conçues en fonction des réalités spécifiques des contextes. Par exemple, d'après les données présentées ici, si les préoccupations majeures au Rwanda peuvent être le travail ou la sécurité alimentaire, elles ne pourront être efficacement adressées si dans le même temps le manque de développement au Burundi a des conséquences directes en termes de sécurité au niveau régional et donc au Rwanda. En d'autres termes, les interventions doivent être ciblées en fonction d'objectifs communs (sécurité, paix, etc.) mais être spécifiques aux contextes locaux. Cette considération est primordiale dans l'objectif de l'implémentation future de la feuille de route régionale pour la paix.

Tableau 6

Causes conflits	Fréq.
Les conséquences du Génocide contre les Tutsi au Rwanda	7,8%
Les violences graves du passé dans la région	9%
Les conflits ou l'instabilité dans la région des GL	12,7%
Les divisions identitaires	25,3%
Les luttes politiques pour l'accès au pouvoir	33,6%
L'avidité des élites/la corruption	12%
L'impunité pour les crimes du passé	7,8%
Le faible niveau d'opportunités d'emplois	8%
Les conflits fonciers	25,5%
La manipulation des identités	15,8%
L'absence d'Etat de droit	16,3%
La croissance démographique	5%
Les politiciens	31,2%
La pauvreté/les inégalités	26,3%
La présence des réfugiés	2,4%
La faiblesse/dysfonctionnement des institutions	5,7%

Affirmation n°3 : « Affirmation n°3 : Les principales causes de conflit dans la région des Grands Lacs sont l'action des politiciens, la manipulation ethnique, les conflits fonciers et la pauvreté...»

Les données qui permettent de formuler cette affirmation se reposent sur deux tendances lourdes qui se dégagent après avoir posé la question *quelles sont les principales causes de conflits dans votre pays ?* (tableau n°6) et la question *quelles sont les principales causes de conflits dans la région des Grands Lacs ?* (tableau n°7).

Ainsi on peut voir que les réponses en relation avec les questions politiques ou désignant directement les politiciens comme cause des conflits arrivent avec de très forts taux (33,6%, 31,2% et 47,8% en jaune dans les deux tableaux).

Lors de la phase qualitative, les raisons données à cette observation varient selon le contexte. Ainsi, les rwandais estiment que les politiciens agissent négativement sur la paix dans la mesure où ils peuvent accepter des groupes armés sur leurs territoires.

Dans les deux Kivu, les congolais mettent en avant la manipulation des politiciens pour le contrôle de richesses naturelles. Ainsi, dans les deux provinces, il revient souvent le fait que les politiciens utilisent des discours haineux, formulent des rumeurs ou contribuent à la création et au maintien de groupes armés pour des profits personnels. Aussi, le manque de dialogue et d'écoute de ces politiciens est souvent mis en cause. Enfin, ils mettent en avant l'utilisation de la violence dans le but de se maintenir au pouvoir.

Mais ils affirment aussi qu'ils peuvent, de part leurs discours, créer des conditions à l'exécution de violences. Enfin, l'autoritarisme peut contribuer à la création de groupes qui cherchent à renverser le pouvoir.

Cette dernière affirmation se retrouve principalement au Burundi. Les Burundais interrogés estiment que les politiciens utilisent et manipulent la population à des fins d'accession ou de maintien au pouvoir. De même, ils estiment qu'en grande partie ils cherchent à acquérir des richesses de manières illégales par le maintien de situations conflictuelles.

Les autres données importantes à relever ici sont d'abord celles en lien avec le facteur "identité" de la recherche (25,3%, 15,8%, 33,2% en vert dans les deux tableaux). Ce facteur identifié lors des ateliers d'analyse de conflit semble aujourd'hui se confirmer à travers les perceptions recueillies auprès des répondants.

De manière globale, la phase qualitative a permis d'établir que pour les populations interrogées, la question des identités s'assimile à l'exclusion d'une ethnie au profit d'une autre pour l'exécution du pouvoir. Sans que cela soit à chaque fois clairement formulé par les personnes interrogées, on voit que les contextes nationaux influencent les réponses.

Par exemple au Burundi, la manipulation des identités se situe plus au niveau politique, puisque des réponses font ressortir les questions de *monopole politique* et *d'exclusion politique*.

Au Rwanda, c'est la référence claire à l'exclusion d'une ethnie par une autre pour l'exécution du pouvoir qui revient dans les propos. Les héritages du Génocide contre les Tutsi peuvent en grande partie expliquer ces déclarations.

Au Nord et au Sud Kivu, c'est encore la question de l'ethnie qui revient d'abord avec comme exemple l'exclusion d'ethnies dans les prises de décisions. Mais, la question de la nationalité revient alors qu'elle n'est pas forcément présente dans les autres pays, surtout par le fait de nier la nationalité à certains pour cause de leur ethnie ou de leur langue.

Enfin, les dernières causes qui ressortent finalement de ces données quantitatives sont les données en liens directs ou indirects avec les facteurs économiques identifiés précédemment. Ce sont les variables d'abord en lien avec les conflits fonciers qui montent à 25,5% et 16,1% (en rouge dans les deux tableaux) selon que l'échelle soit nationale ou régionale. Il est intéressant de noter que le facteur démographique n'est pas relevé de manière récurrente par les répondants (5% et 3,7% en bleu dans les deux tableaux) bien que cela

Tableau 7

Causes conflits région	Fréq.
Conséquences du Génocide contre les Tutsi au Rwanda	7,7%
Les violences graves passées dans la région	11,7%
Les conflits ou l'instabilité dans un pays voisin	11,2%
Les conflits ou l'instabilité dans la région des GL	10,2%
Les divisions ethniques	33,2%
Les luttes politiques pour l'accès au pouvoir	37,1%
L'avidité des élites/la corruption	15,2%
L'impunité pour les crimes du passé	10,9%
Le faible niveau d'opportunités d'emplois	5,1%
Les conflits fonciers	16,1%
La manipulation des identités	9,1%
L'absence d'Etat de droit	7,3%
Les politiciens	47,8%
La croissance démographique	3,7%
La pauvreté/les inégalités	21,2%
La présence des réfugiés	3%
La faiblesse/dysfonctionnement des institutions	1,8%

soit un facteur souvent cité comme une source de conflit dans la région. Enfin, nous devons aussi relever les variables liées à la pauvreté ou aux inégalités qui s'élèvent à 26,3% et 21,2% (en violet dans les deux tableaux) selon l'échelle.

Ces variables sont reconnues par les personnes interrogées lors de la phase qualitative. Globalement, la pauvreté est perçue comme un catalyseur des conflits. Pour elles, le manque de ressources favorise la manipulation et l'enrôlement dans des groupes de déstabilisation de la sécurité. Cette pauvreté est perçue comme un phénomène structurel : elle est la conséquence d'un déficit des Etats en termes de création de richesses et donc engendre une faible capacité à garantir les services publics essentiels (éducation, santé...) et un manque de revenus dans la population. De fait, les moyens d'acquies de quoi vivre peuvent alors se transformer en violences soit par le vol, le recours aux armes pour le contrôle de richesses naturelles, ou à travers l'accession au pouvoir et aux avantages que celui-ci procure.

Ces données permettent aussi de renforcer le constat effectué lors de l'affirmation précédente et les données en lien avec les préoccupations des citoyens en termes de développement économique et du lien avec les situations de conflits. Si la pauvreté est une cause majeure de conflits pour les personnes interrogées et le manque de développement est une préoccupation majeure, alors le lien entre le bien-être social ressenti et la perception de paix devient encore plus évident ici.

La question foncière est aussi jugée comme étant un catalyseur de violences. Le manque d'espace, les conflits liés au retour des réfugiés ou l'application de lois jugées néfastes (Burundi) ou injustes (Rwanda) car mal expliquées, sont autant de facteurs déclencheurs de violences au sein des communautés. Cette question est d'autant plus sensible que la plupart des populations de la région vivent des productions de la terre. Ainsi, cette question génère des conflits à tous les niveaux.

De même, et surtout en RDC, les personnes interrogées ont fait référence durant la phase qualitative aux "pillages des ressources naturelles". La présence de nombreuses richesses naturelles en RDC est un fait reconnu comme étant constitutif du maintien de l'activité des groupes armés. S'il n'apparaît pas en tant que tel dans le tableau il convient ici de le préciser et de le remarquer.

Enfin, les citoyens interrogés ont souvent fait référence durant la phase qualitative au phénomène de corruption comme cause des conflits dans la région. Cette corruption, qu'elle soit réelle ou ressentie, est considérée comme favorisant le développement de phénomènes de violence et surtout comme étant un prétexte pour le maintien de situations de conflits.

Pour conclure, si nous croisons les constats de la population enquêtée qui considère l'action des politiciens et la manipulation des identités ethniques comme principales causes de la violence, nous pouvons déjà penser à des interventions et des indicateurs d'impact pour la transformation des conflits appropriés.

Affirmation n°4 : « Les principaux acteurs qui « doivent » œuvrer pour la paix dans la région des Grands Lacs sont la population, les leaders communautaires et les gouvernements nationaux... »

Les données présentées ici répondent à la question *quels sont les principaux acteurs qui agissent pour la paix dans votre pays et les pays voisins ?*. Ces données compilées entre les zones d'intervention ont des similitudes et des tendances fortes qui se dégagent même si certaines distinctions sont à faire selon les zones et les pays où les questionnaires ont été disséminés.

D'abord, on peut remarquer d'un premier coup d'œil que les gouvernements nationaux sont placés en premier (31,7%) pour le rôle positif qu'ils peuvent jouer dans l'établissement de la paix dans la région. Cette donnée se contraste fortement avec la donnée sur les gouvernements de la région (3,9). Cette donnée permet de s'interroger sur la forte croyance des citoyens en leurs institutions nationales en tant que force pouvant agir positivement sur la situation de conflit qui prévaut dans la région.

Lors de la phase qualitative, les personnes interrogées ont confirmé cet état de fait. Pour autant, comme on le verra plus tard, elles reconnaissent que c'est tout de même au niveau théorique que cette affirmation se situe. Si les gouvernements se doivent d'être des acteurs de paix, ils ne les sont pas forcément dans la réalité. Au Burundi par exemple, certains actes posés ou volontés affichées, comme le changement de Constitution pour se maintenir au pouvoir, ne sont pas des gageurs pour la construction de la paix.

Au Rwanda, les personnes valident ce rôle attribué au gouvernement, tandis que les provinces du Nord et du Sud Kivu ne semblent pas avoir une confiance dans leurs institutions, même si en théorie le rôle des gouvernements doit être de ramener la paix.

Ensuite, il convient de remarquer que la population est définie en tant qu'acteur pouvant agir positivement sur la paix (28,5%). Cette affirmation permet de dire que les répondants se voient eux-mêmes comme des acteurs forts pour la paix, ce qui confirme la nécessité d'approches du "bas vers le haut" (bottom-up approach) lors des processus de paix dans la région..

Les personnes interrogées semblent dégager trois grandes tendances pour définir le rôle des citoyens dans la région : **la participation citoyenne, que cela soit au niveau de la prise de décision qu'au niveau du choix des dirigeants ; l'organisation autonome pour le développement et ainsi résister aux tentatives de manipulations ; la résistance sociale aux mécanismes de violences.**

Les communautés religieuses (23,5%) sont elles aussi fortement citées par les populations interrogées. Le maillage des différentes communautés religieuses ainsi que leur emprise sur les sociétés dans la région des Grands Lacs expliquent en partie cette donnée. On sait aussi qu'en temps de crise, les religions sont des refuges à la fois pratiques et symboliques pour des populations victimes.

D'autre part, il semble apparaître un rôle réduit de l'action internationale que cela soit à travers la communauté internationale (14,6%) ou les ONG internationales (10,8). Surtout, il faut ici aussi noter que les taux de ces variables sont beaucoup plus forts pour le Kivu en général avec respectivement 32,8% et 18,8%. Ceci peut s'expliquer a priori par la présence sur le territoire congolais de nombreuses institutions internationales et surtout de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en RD Congo (MONUSCO). Quoi qu'il en soit, ces chiffres sont à comparer avec le rôle accordé aux organisations et ONG locales (20,1%). A première vue, ces données sont rassurantes car elles permettent d'évoquer l'hypothèse de solutions locales aux situations de conflits et non pas dépendantes seulement du bon vouloir de l'extérieur.

Pour autant, dans la phase qualitative, les personnes interrogées ont d'elles même souligné l'apport très important des ONG et ceci dans les quatre zones d'intervention sans que de bémol particulier n'apparaisse. Les ONG et acteurs internationaux sont reconnus pour leur rôle de soutien. La communauté internationale, n'a été mentionnée qu'une seule fois négativement pour le "rôle qu'elle joue en RDC pour l'accès aux richesses naturelles. Elle organise l'instabilité dans la région pour maintenir les populations dans la pauvreté".

Les leaders communautaires sont aussi fortement plébiscités. A ce stade, il apparaît que les acteurs qui doivent agir pour la paix dans la Région des Grands Lacs se situent clairement à deux niveaux, un très haut niveau avec les gouvernements qu'ils soient nationaux ou régionaux et un niveau beaucoup plus bas, à la base, avec la population et les leaders communautaires. Ce constat semble donc montrer la nécessité de croiser les approches entre une approche de plaidoyer à un haut niveau et une approche plus communautaire. La méthodologie utilisée par Impunity Watch dans

Tableau 8

Acteurs de paix	Fréq.
Leaders communautaires	16%
Communautés religieuses	23,5%
Communauté internationale	14,6%
ONG internationales	10,8%
Associations/ONG locales	20,1%
Média	7,1%
Population	28,5%
Partis politiques	12%
Gouvernements de la région	3,9%
Gouvernement national	31,7%
Président	15,4%
Parlementaires	3,7%
Autre	5,7%
TOTAL CIT.	100%

cette recherche mais aussi les mécanismes pensés pour le projet Peace Beyond Borders sont basés sur cette approche du bas vers le haut ('bottom-up approach'). La population semble les valider et au regard de ce que nous avons dit précédemment, semble volontaire pour partager ses vues avec ses gouvernants.

Tableau 9

Acteurs contre paix	Fréq.
Groupes armés sur le territoire national	16,4% 50,5%
Groupes armés dans les pays voisins	42,9%
Leaders communautaires	2,1%
Communautés religieuses	1,6%
Communauté internationale	13,5% 5%
ONG internationales	2,6%
Associations/ONG locales	0,8%
Média	10,1% 14,1%
Population	8,4% 10,1%
Partis politiques	49,9%
Gouvernement national	13,7%

Affirmation n°5 : « Il est possible de prévenir les conflits dans la région des Grands Lacs à travers le dialogue, une justice efficace et le désarmement des groupes armés... »

Si nous venons de déterminer quels acteurs peuvent agir positivement sur la situation de paix dans la Région des Grands Lacs, et si nous voulons déterminer comment prévenir les conflits dans cette même région, nous devons au préalable déterminer quels acteurs agissent contre la paix au Burundi et en RDC.

En premier lieu (tableau n°9) c'est bien sûr la présence de groupes armés dans cette région. Au Kivu, région de la RDC qui abrite sur son territoire de nombreux groupes armés - que ce soit des milices d'autodéfense, des groupes à revendications politiques nationales ou des groupes armés étrangers - plus de 50,5% des répondants placent ces acteurs en premier. De plus, il convient de se pencher sur la deuxième occurrence à savoir les groupes armés dans les pays voisins (ou provenant de pays voisins comme pour la RDC) qui s'élève à 42% (tableau n°9). Il est évident que dans des situations de conflits armés ouverts, ces deux variables apparaissent en premier lieu. Il est donc tout à fait logique de retrouver 17,4% (tableau n°10) des répondants affirmant que pour atteindre la paix dans la région des Grands Lacs il faut désarmer ces groupes. On peut cependant être surpris que ce chiffre ne soit pas plus élevé compte-tenu du plébiscite autour de ces acteurs agissant contre la paix.

Les phases qualitatives n'ont rien apportées de significatif dans l'analyse de ces chiffres, les personnes interrogées ayant confirmé les tendances identifiées.

Comme nous l'avons déjà évoqué dans l'affirmation n°3, les politiciens de la région sont considérés comme des acteurs clés dans l'action contre la situation de paix dans la région (49,9%, tableau n°9). Comme nous l'avons aussi évoqué, il faut noter que cette variable est particulièrement haute pour le Burundi (69,2% ! tableau n°10).

En ce qui concerne spécifiquement les moyens d'atteindre la paix dans région, il est à noter que la mise en place de cadre de dialogue/discussion est mentionnée par 47,7% (tableau n°10) des répondants. Cette donnée doit être affinée afin de comprendre à quel niveau devra se mettre en place ces cadres de dialogues et quels liens peuvent être faits avec les acteurs identifiés comme agissant contre la paix. De plus, il faut définir les acteurs de ce dialogue. Au demeurant, cette donnée est particulièrement importante dans le sens de la mise en place d'actions futures pour tous les acteurs s'impliquant dans la région.

La phase qualitative a permis d'affiner ce constat. D'abord, il a été globalement reconnu que ce dialogue est nécessaire. Il est d'abord nécessaire au niveau des trois gouvernements de la région. Mais pour qu'il soit efficace, il faut qu'il soit sincère, ce dont doutent les burundais. Ce dialogue entre les gouvernements est nécessaire, car ils sont impliqués dans les dynamiques de conflits dans la région.

De plus, ce dialogue à un haut niveau doit aussi inclure les groupes armés eux-mêmes afin de comprendre leurs revendications et voir dans quelles mesures celles-ci peuvent être entendues. Il faut dialoguer avec eux dans un objectif de désarmement. Ces groupes armés peuvent aussi apporter un certain point de vue qui pourrait permettre d'améliorer les situations politiques au niveau des pays.

Les participants ont aussi insisté sur le fait que ces dialogues à un haut niveau doivent ensuite être restitués au niveau des communautés, afin que les engagements pris ne restent pas à un niveau de décideurs et que la population puisse demander de rendre compte des engagements pris. Cette remarque prend son origine dans la succession d'accords qui ont pu exister pour régler la situation dans l'Est de la RDC alors que les guerres se répètent. En rendant compte de ces discussions, les populations peuvent avoir un rôle plus grand dans leur mise en application. D'ailleurs, les populations elles-mêmes souhaitent, dans une certaine mesure, être des acteurs de ce dialogue par le biais de consultations préalables.

Mais ces dialogues doivent aussi être organisés au niveau communautaire afin de lever les préjugés qui peuvent être ancrés dans ces sociétés. Pour cela, les ONG, les confessions religieuses et les leaders communautaires doivent y être associés comme médiateurs de ces discussions.

Tableau 10

Paix effective	Fréq.
La justice efficace	26,3%
Le développement	24,8%
Le dialogue/discussion	47,7%
Désarmement ou la défaite des groupes armés	17,4%
Le pardon	7,1%
Réformes politiques	15,1%
Réconciliation	15,1%
Un processus de vérité sur les conflits	7,1%

Ce sont donc trois niveaux de dialogues conjugués qui sont requis par les populations interrogées :

- Un dialogue régional entre gouvernements avec l'apport des volontés de la population ;
- Un dialogue régional incluant les décideurs politiques et les groupes armés ;
- Un dialogue communautaire sous la supervision de médiateurs issus de la société civile (ONG, confessions religieuses, leaders communautaires).

Enfin, il est important de relever ici que près d'un quart des répondants (tableau n°10) estiment qu'une justice efficace et un développement effectif (26,3% et 24,8% respectivement) contribuent à atteindre la paix dans la région. Ainsi, il semblerait qu'atteindre la paix ne passe pas uniquement par des moyens de résolution de conflit par le dialogue ou le désarmement des groupes armés mais bien aussi par une combinaison d'actions, y compris à des niveaux structurels et institutionnels.

Cette notion approfondie durant la phase qualitative a permis de la placer à plusieurs niveaux. D'abord, les citoyens interrogés veulent un traitement égal devant la justice. Ils réclament que les gouvernants ou les personnes influentes soient traités de la même manière que les gouvernés. Ils réclament par exemple une plus grande punition en ce qui concerne la corruption. Ils souhaitent par ailleurs une meilleure efficacité du système judiciaire dans le traitement des dossiers. De plus, ils font part de la volonté de la mise en place d'une forme de justice sociale par une meilleure répartition des richesses.

Enfin, la notion de justice pour les crimes graves du passé est également évoquée afin d'en éviter la répétition. La justice criminelle pour ces crimes étant aussi vue comme pouvant garantir la prévention des conflits.

Tableau 11

Capacité gvt	Fréq.
Non réponse	3,0%
Oui	74,5%
Non	22,5%

Tableau 12

Défense intérêts	Fréq.
Leaders communautaires	14%
Organisations de la société civile	29,2%
Gouvernement	33,7%
ONG internationales	13,2%
Leaders religieux	8,3%
Leaders des partis politiques	3%
Personne	14,9%

Tableau 13

Respo. réconciliation	Fréq.
Non réponse	2,1%
Gouvernement	67,9%
Société civile	13,0%
Communauté internationale	7,2%
Population	16,8%

Tableau 14

Respo. Aide victimes	Fréq.
Gouvernement	50,6%
Société civile	11,8%
Communauté internationale	21,7%
Président de la République	7,8%
Communauté locale	3,0%
Responsables des crimes/auteurs	6,0%
Autre	4,4%

Affirmation n°6 : « Les populations aimeraient croire en la volonté et la capacité de leurs gouvernements nationaux et les rendent responsables de leurs actions... »

Cette dernière série de données présente des observations en relation avec le rôle que doivent jouer les gouvernements nationaux de la région. Comme nous l'avons mentionné dans l'affirmation n°4, les répondants expriment une forme de volonté de responsabiliser leurs gouvernements et ainsi expriment également une forme de confiance dans le rôle de leurs institutions. De plus ces données semblent s'opposer quelque peu à l'analyse faite lors des ateliers d'analyse de conflit.

Tout d'abord, il est frappant de noter que 74,5% (tableau n°11) des répondants estiment que leurs gouvernements ont la capacité de défendre leurs droits contre seulement 22,5% qui affirment le contraire. Il convient maintenant de savoir si cette vérité que les chiffres laissent apparaître se traduit par une volonté des répondants ou par une réelle confiance dans leurs gouvernements.

Ensuite, à la question de savoir quels acteurs défendent le mieux les intérêts des populations, il est particulièrement intéressant de voir que la première occurrence est le gouvernement (tableau n°12). La société civile n'apparaît qu'en deuxième position (29,2%). Il est également frappant de constater que 14,9% des répondants estiment que personne ne défend réellement leurs intérêts. Désormais, il faut comprendre les dynamiques qui ont motivé toutes ces réponses.

Quand nous avons demandé aux populations interrogées qui devait être responsable de la réconciliation dans leurs pays (tableau n°13), 67,9% ont plébiscité le gouvernement, loin devant les autres acteurs proposés. Cette constatation illustre-t-elle une volonté de responsabiliser les gouvernements nationaux ?

Enfin, une série de questions que nous n'avons pas présentées ici avait trait aux réparations et aux moyens de traiter les victimes des différents conflits que la région connaît ou a connus. Si ces données seront traitées plus spécifiquement dans le rapport final de cette recherche, on peut cependant relever que 50,6% des répondants estiment que ce sont les gouvernements nationaux qui doivent être responsables de ces réparations (tableau n°14). Encore une fois, on peut estimer qu'à travers ce chiffre, les répondants semblent responsabiliser leurs dirigeants dans ce domaine.

La phase qualitative contredit une partie de l'observation statistique. En effet, hormis au Rwanda où les propos sont moins tranchés, les personnes interrogées rejettent radicalement cette affirmation. Si elles peuvent reconnaître qu'en théorie les gouvernements pourraient avoir la capacité de garantir les droits et la sécurité, la volonté n'est pas là. L'expression de ce ressenti se traduit notamment par le fait que s'il y avait une réelle volonté, la situation dans la région aurait été réglée il y a longtemps et durablement.

S'ils estiment qu'en votant pour des candidats ils accordent leur confiance, ils sont souvent déçus. Il est souvent revenu qu'une fois en place, les dirigeants ne se soucient plus de la population et privilégient leurs intérêts propres.

Au Rwanda et dans une moindre mesure au Burundi, les personnes expriment une certaine confiance en l'action de leur gouvernement au niveau de l'action nationale, mais au niveau régional elle reconnaît qu'en dépit de capacité à assurer la paix, la volonté manque.

Un participant du Rwanda remarque pour l'exemple que la Communauté des Pays des Grands Lacs (CPGL) est une organisation existante mais qui n'agit pas à la hauteur qu'elle est supposée pour influencer sur les situations de conflits en faisant respecter des règles que les pays membres ont eux-mêmes définies. Au contraire, il remarque qu'au Rwanda, les règles sont respectées.

De manière globale, en rejoignant l'affirmation précédente et les remarques faites au niveau du dialogue nécessaire entre les trois pays, les participants ont remarqué qu'il n'y avait pas de volonté allant dans ce sens.

De plus les participants ne semblent pas convaincus de leur capacité à responsabiliser les gouvernements. Elles estiment qu'elles ont peu de moyen de pression sur ces derniers et qu'ils peuvent agir comme bon leur semble une fois au pouvoir.

Bien entendu, ces données sont partielles, mais une telle tendance qui revient à travers différentes thématiques doit nous interroger et interroger les acteurs dans la région quant au support et à la nécessité de responsabiliser les gouvernements dans l'établissement et le maintien de la paix. De la même manière, on peut se demander si, en dépit du fait que 16,8% (tableau n°13) des répondants affirment que la population doit être responsable de la réconciliation, ce n'est finalement pas un

moyen de se dédouaner de certaines des responsabilités en se référant à son gouvernement national.

Cela se confirme finalement quand les participants affirment qu'ils n'ont que très peu confiance en la transformation des conflits dans la région. Encore une fois, elles rejettent la responsabilité sur les décideurs politiques qui n'ont pas de réelle volonté de résolution des problèmes régionaux. En tout état de cause, les propos recueillis lors de la phase qualitative expriment une vraie défiance des populations au niveau de la confiance qu'ils accordent à leur gouvernement pour régler la situation de conflits dans la région des Grands Lacs.

Conclusion

A partir des données que nous avons pu recueillir on peut identifier des tendances qui à la fois peuvent confirmer ou infirmer des hypothèses et des analyses fournies en amont.

A travers cette analyse superficielle on peut affirmer que les populations interrogées ont une vue relativement objective de la situation de la région des Grands Lacs, que ce soit au niveau du constat sécuritaire et économique que du rôle que peuvent jouer les acteurs qui doivent agir ou agissent sur les situations de conflits. De la même manière, ces personnes sont conscientes du rôle qu'elles doivent jouer et semblent vouloir responsabiliser leurs gouvernements dans une pacification durable de la région. Elles sont conscientes que les manipulations ethniques et politiques sont de réels risques pour la stabilité à long terme de la région.

Ainsi exprimées, ces vues ou ces affirmations sont particulièrement intéressantes pour l'observateur qui travaille dans ces domaines. Cependant, on peut toujours faire dire ce que l'on veut à des chiffres. Une donnée relevée peut être contredite par une autre. Nous avons essayé ici de présenter objectivement ces tendances, mais tout travail est critiquable.

Si les recommandations de cette recherche seront adressées dans le rapport final, les principaux résultats qui ressortent finalement de cette recherche peuvent être résumés ainsi :

1. L'analyse globale et régionale de la situation est complexe du fait des spécificités nationales.
2. Le Rwanda est une sorte d'exception dans la région, bien qu'il se situe globalement dans les tendances identifiées, il les pondère souvent.
3. La population réclame des changements en termes de politiques économiques et considère la pauvreté comme un facteur majeur de violences dans la région.
4. Les conflits fonciers sont des conflits communs à la région. Leurs spécificités sont nationales, les réponses à y apporter aussi, mais tout en étant réfléchies à l'échelle régionale.
5. La population réclame plus de liberté politique et d'expression afin de parachever la paix et la démocratie notamment à travers la garantie d'une Justice sociale et pénale réelle.
6. Bien que théoriquement vrai, les gouvernements nationaux n'agissent pas en faveur de la paix comme ils le devraient dans la région des Grands Lacs.
7. La population se voit comme acteur de la transformation de conflits à travers : **la participation citoyenne que cela soit au niveau de la prise de décision qu'au choix des dirigeants ; l'organisation autonome pour le développement et la résistance aux tentatives de manipulations ; la résistance sociale aux mécanismes de violence.**
8. La population croit au rôle positif des confessions religieuses, des leaders communautaires et des ONG.
9. La population souhaite que des espaces de dialogues se créent à différents niveaux : **Un dialogue régional entre gouvernements avec l'apport des volontés de la population ; Un dialogue régional incluant les décideurs politiques et les groupes armés ; Un dialogue communautaire sous la supervision de médiateurs issus de la société civile (ONG, confessions religieuses, leaders communautaires)**
10. La population a une vision plurielle de la Justice. Si elle réclame une plus grande efficacité de la justice pénale, elle réclame aussi une meilleure justice sociale. De la même manière elle réclame un réel traitement du passé violent par la mise en application de la Justice Transitionnelle.
11. Les citoyens n'ont que peu de confiance réelle dans la volonté de leurs gouvernements de régler durablement la situation de conflits dans la région des Grands Lacs. Ils souhaitent un fonctionnement réel et un renforcement des institutions régionales existantes.

Notes

¹ Au Burundi : OAP et Acord-Burundi ; Au Rwanda : Duhamic-Adri et Acord-Rwanda ; Au Nord Kivu : Pole Institute ; Au Sud Kivu : Adepae et RACOF.

² Kigali, entretien individuel, octobre 2014.

Impunity Watch is a Netherlands-based, international non-profit organisation seeking to promote accountability for atrocities in countries emerging from a violent past. IW conducts periodic and sustained research on the root causes of impunity that includes the voices of affected communities to produce research-based policy advice on processes intended to enforce their rights to truth, justice, reparations and non-recurrence. IW works closely with civil society organisations to increase their influence on the creation and implementation of related policies. IW runs 'Country Programmes' in Guatemala and Burundi and a 'Perspectives Programme' involving comparative research in multiple post-conflict countries on specific thematic aspects of impunity. The present Policy Brief is published as part of IW's Burundi Country Programme, based in

Contact Us:

Impunity Watch

't Goylaan 15
3525 AA Utrecht
The Netherlands
Tel: +31.302.720.313
Email: info@impunitywatch.org

Impunity Watch – Burundi

Avenue Bweru n° 30 Rohero
Bujumbura, Burundi
Tel: +257.22.275.923
+257. 22.275.924

www.impunitywatch.org

© Impunity Watch 2014



impunity watch

